

AVIS

Les trois éditions du numéro extraordinaire de la *Liberté* a publié le 2 janvier, contenant la Nomenclature chronologique de tous les événements qui se sont succédés en France et à l'étranger, pendant les dix-huit derniers mois — du 15 juillet 1870 au 31 décembre 1871 — étant épuisées, nous croyons devoir publier cet intéressant travail sous forme de brochure, et en y faisant des adjonctions destinées à le rendre absolument complet dans toutes ses parties.

Cette brochure, qui contiendra 80 pages in-8°, sur beau papier, est en ce moment sous presse. Elle sera mise en vente, au prix de 50 centimes, à l'administration de la *Liberté*, rue Montmartre, 146, dans les kiosques et chez les libraires.

Les demandes peuvent être dès à présent adressées à l'administration de la *Liberté*.

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT

France

Versailles, 17 janvier, soir.

On assure que le meurtre commis à Lunéville, dont il a été parlé hier, remonte à plusieurs semaines et que cet incident n'a aucune espèce de gravité.

Marseille, 17 janvier, soir.

Une nouvelle réunion de commerçants a été tenue aujourd'hui, dans la grande salle de la Bourse, pour protester contre le projet d'impôt sur les matières premières. On y a voté les mêmes résolutions que dans la réunion d'hier.

Bordeaux, 17 janvier, soir.

La Société d'agriculture de la Gironde, dans une réunion générale tenue aujourd'hui, a voté une protestation énergique contre l'impôt sur les matières premières qu'elle considère comme désastreux pour le pays.

Cette protestation a été immédiatement transmise par le télégraphe au président de l'Assemblée nationale.

Belgique

Bruxelles, 17 janvier.

Les journaux de Charleroi annoncent qu'il y a eu de mineurs continus, mais sans aucun caractère de violence. Trois bataillons de carabiniers sont arrivés.

Tous les directeurs des charbonnages de Charleroi se sont réunis et ont décidé de ne céder à aucune exigence des grévistes.

Hollande

La Haye, 17 janvier.

La première Chambre a adopté, par 20 voix contre 6, le traité conclu avec l'Angleterre pour la cession, à cette puissance, des possessions hollandaises sur la côte de Guinée.

Italie

Rome, 17 janvier.

La Chambre a adopté tous les chapitres du budget des recettes de l'année 1872.

L'opinion dément de nouveau le bruit de sérieux dissentiments entre la commission financière et M. Sella.

Suède

Stockholm, 17 janvier.

Aujourd'hui a eu lieu, par le roi en personne, l'ouverture du Riksdag suédois.

Le discours du trône constate que la situation financière est excellente. Il annonce divers projets de loi gouvernant les affaires pour objet des réductions d'impôts. Le discours déclare qu'il ne

sera présenté au Riksdag aucun projet relatif à la réorganisation de l'armée, mais seulement un projet concernant les ressources pécuniaires nécessaires pour la continuation des travaux de fortification.

Le président et les vice-présidents de la session précédente ont été élus.

Turquie

Constantinople, 17 janvier.

Hier, le premier train du chemin de fer de la Turquie d'Europe, qui longe la mer de Marmara, est entré dans Siamoul. La ligne va jusqu'à la douane et traverse le vieux Sams. Le trajet dans l'intérieur de la ville est de sept kilomètres et demi.

(Agence Havas.)

PARIS, JEUDI 18 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Les protestations émanées des chambres de commerce et des associations syndicales affluent chaque jour à Versailles, pour déposer contre le projet contributif du gouvernement. On nous assure qu'un échange incessant de dépêches s'est établi entre les villes industrielles, intéressées dans la question, et les députés qui les représentent à l'Assemblée. Devant ce sentiment national qui va grandissant, devant les démonstrations préemptives qui se succèdent la tribune, il faut espérer, comme le font d'ailleurs entrevoir certains journaux autorisés, que le gouvernement et la majorité du pays, représentée, on doit le croire, par la majorité parlementaire, se réconcilieront dans un système de transaction qui ne satisfera peut-être absolument personne, mais éloignera de l'industrie et du commerce français le péril qui vient d'être suspendu sur leur tête pendant ces derniers jours de discussion générale.

La vérité politique et économique est loin de ressembler à la vérité absolue que recherchent les philosophes. On ne doit jamais mieux s'en pénétrer qu'au milieu de questions aussi diverses, aussi graves que celle qui se débat aujourd'hui. Nous conseillons volontiers aux libéralistes, comme aux politiques qui restent fidèles, sans vouloir l'avouer, aux pures traditions du système protecteur, de laisser dormir leurs théories, préjugés ou vérités, pour écouter la voix des intérêts généraux, qui trompe rarement. Elle a aujourd'hui pour organes les industries menacées par l'impôt officiel dans leur existence, les chambres de commerce, qui voient l'horizon se rétrécir jusqu'à l'étouffement devant leurs marchés respectifs. Que M. Thiers et l'Assemblée y restent point sourds, sans oublier d'autre part cet autre intérêt, l'intérêt de la libération, de la vie nationale, qui ne parle pas avec un accent moins impérieux.

L'Agence Havas nous communique le texte d'une longue circulaire adressée en Espagne, par le ministre de l'Intérieur, aux gouvernements de province. Elle nous révèle, mieux que ne pourraient le faire des documents plus détaillés, l'état de désorganisation sociale, d'antagonisme politique et de menaces latentes où se trouve plongé ce malheureux pays, et l'esprit de crainte, d'incertitude, d'impuissance qui inspire le gouvernement fausement constitutionnel des conseillers du roi Amédée. C'est un peu l'histoire de la Charte de 1815. Le ministre de l'Intérieur invite les gouverneurs de provinces à faire respecter les conquêtes de la révolution, en défendant, par une répression sévère, qui ne doit pas toutefois dépasser les limites du droit, les articles de la Constitution. Il signale surtout à leur attention et à leur ferme rigueur les menées de l'Internatio-

nale, au sujet de laquelle il accepte entièrement les déclarations du cabinet Malcampo, et l'esprit des articles 198 et suivants du Code pénal, articles votés après une longue discussion des Cortès, et qui mettent la société hors la loi.

Il ressort des termes de cette circulaire que le gouvernement espagnol, tout en admettant le principe de l'association et la liberté des grèves ouvrières, pourvu qu'elles ne procèdent pas par des moyens d'intimidation, fait une exception pour l'Internationale, à laquelle il reconnaît un caractère politique et social que les autres associations n'ont pas au même titre.

La Réorganisation du Conseil d'Etat

La commission chargée d'examiner le projet du gouvernement relatif à la réorganisation du conseil d'Etat, soumettra prochainement à l'Assemblée le résultat de ses travaux. Si nous en croyons le *Sicéle*, le mode de nomination par décret du président de la République aurait été définitivement écarté, et la majorité se serait prononcée pour le retour pur et simple à la législation mise en vigueur par la Constitution, en 1818.

Le nouveau conseil se composerait : 1° De vingt-huit conseillers d'Etat choisis par l'Assemblée sur une liste de présentation dressée par une commission de quinze membres ;

2° De vingt-quatre maîtres des requêtes nommés par le président de la République ;

3° D'un certain nombre d'auditeurs nommés au concours.

Nous avons déjà eu l'occasion de nous expliquer sur cette grave question. Nous trouvons tout naturel que le conseil d'Etat, sous un gouvernement parlementaire, ne possède aucunes attributions politiques. Le jour où l'Empire, d'autorité qu'il était, se fit parlementaire, le rôle du conseil d'Etat fut considérablement diminué. Il cessa d'être une assemblée politique en même temps qu'un tribunal administratif, pour devenir un simple conseil de gouvernement, auquel les ministres communiquaient bien encore, chacun en ce qui les concernait, leurs projets de loi, mais qui n'était plus investi, comme avant, d'une portion de la puissance législative.

A plus forte raison, sous l'empire d'une Assemblée unique, souveraine, que rien ne borne en ses entreprises, qui est seule en possession d'assigner des limites à ses pouvoirs, à sa durée même, sorte de Long Parlement, il ne pouvait être question de rendre au conseil d'Etat des attributions politiques ou législatives. Mais nous avions espoir que l'Assemblée comprendrait le danger de concentrer dans ses mains, comme elle y tend, tous les pouvoirs. La nomination aux emplois a toujours été, sous tous les régimes, une des attributions essentielles du pouvoir exécutif. L'en déposséder, c'est le priver d'une partie de la force qui lui est nécessaire pour accomplir le bien, et du prestige dont il est bon qu'il soit revêtu.

Il y a toute une école, dite libérale, qui place la liberté dans l'absorption du pouvoir exécutif par le législatif. A ses yeux, le but à atteindre c'est l'amoindrissement successif du chef de l'Etat, que ce soit un empereur, un roi, même un président de la République. Défaillant à l'excès, chatoilleux à l'endroit de l'autorité, lui cherchant querelle à tout propos, voyant sa main partout, les hommes d'Etat qui appartiennent à cette école n'ont souci que de faire échec au pouvoir, jusqu'à un jour où la révolution vient à gronder. Alors vous les voyez se faire humbles, petits, repentants, implorer un sauveur et se jeter éper-

due à ses pieds : c'est l'éternelle histoire de nos révolutions. On commence par désarmer le pouvoir, puis on lui demande de vous sauver. On rit du sergent de ville, on baffone le gendarme jusqu'au jour où, l'affaire se gâtant, on fait à ces braves gens l'honneur de se décharger sur eux du soin de rétablir l'ordre.

Nous ne voulons rien dire de trop sévère pour une Assemblée qui est assurément l'une des plus honnêtes que nous ayons jamais eues ; cependant nous ne pouvons nous empêcher de signaler, en les déplorant, ses tendances chaque jour plus marquées à l'omnipotence. L'absolutisme parlementaire est la pire des tyrannies, témoin la Convention, et conduit à la dictature : exemples, le 18 brumaire, le 2 décembre, etc., et l'indépendance du pouvoir exécutif n'est pas moins nécessaire à la liberté que l'indépendance du parlement. Dès que l'équilibre est rompu, il tend à se rétablir par la violence. Les gouvernements ont, comme les Assemblées, leur honneur qui leur défend de n'être que les très humbles serviteurs du parlement, et la formule : « Le roi règne et ne gouverne pas », est tout l'opposé de la doctrine et de la tradition républicaines. Qui dit République, dit marche en avant, progrès, initiative, toutes choses qui sont impossibles dans un Etat où l'administration tout entière est aux mains de la Chambre.

Dans cet ordre d'idées, la nomination des membres du conseil d'Etat par l'Assemblée nous semble regrettable. Elle est, si l'on veut, dans la logique des faits : un parlement qui s'attribue le pouvoir exécutif, doit nécessairement s'attribuer le conseil d'Etat ; mais ces empiétements successifs n'en constituent pas moins de fâcheux précédents et un sérieux danger pour l'avenir.

Ce n'est pas tout, on viole ainsi le principe tutélaire de la séparation des pouvoirs, dont Montesquieu faisait le fondement du véritable régime parlementaire. En effet, le conseil d'Etat, tout dépouillé qu'il est de ses attributions politiques, reste, dans le projet de la commission, un tribunal administratif d'un ordre supérieur, une sorte de cour de cassation jugeant en dernier ressort. Que les membres en soient désignés par les députés, choisis sans doute aussi parmi eux ; que la composition de ce tribunal soit livrée aux compétitions des partis, subordonnée à des questions de convenances parlementaires, il y a là, nous le disons hautement, quelque chose qui nous choque et qui nous heurte.

Que si l'Assemblée tient absolument à cette nouvelle confusion de pouvoirs, nous prendrons du moins la liberté de lui donner un conseil : c'est de s'interdire la faculté de choisir dans son sein les titulaires des nouvelles fonctions.

Le conseil d'Etat a toujours été un corps considérable par les lumières et l'autorité de ses membres ; il ne faut pas qu'en fasse un Hôtel des Invalides pour ceux des membres de l'Assemblée dont la réélection est douteuse (1).

ALBERT DURUY.

M. Drouyn de Lhuys vient d'adresser à M. le ministre de l'Agriculture, la lettre suivante :

Paris, 16 janvier 1872.

Monsieur le ministre, J'ai l'honneur de vous informer que l'Assemblée générale de la Société des agriculteurs de France vient d'émettre, dans la séance d'aujourd'hui, le vœu que, dans la nécessité de créer des impôts nouveaux, il soit fait appel :

1° A l'impôt sur les valeurs mobilières ;

(1) Nous savons de bonne source qu'il y a des députés de nombre de députés sur les rangs.

LE BULLETIN FINANCIER

Le marché est meilleur, et on peut constater une tendance manifeste à la hausse. Les achats du comptant exercent la plus grande influence sur cette progression des cours, peut-être la seule influence.

Les rentiers et les capitalistes, qui viennent de toucher leurs coupons, ne s'attendent pas à faire de leur argent ; ils achètent de la Rente et de l'Emprunt. C'est une bonne opération et un excellent placement.

Les détenteurs de valeurs étrangères feraient également un bon placement en vendant leurs titres, arrivés à leur limite de hausse. Les titres de la Rente et surtout de l'Emprunt. Ces deux fonds ne peuvent rester au prix où nous les trouvons encore aujourd'hui.

Le 3 0/0 est à 56 55 ; le 5 0/0, à 91 55. Au comptant, le 3 0/0 est à 56 50 ; le 5 0/0, à 91 50.

Les obligations de la Ville de Paris 1869 et 1871 sont en reprise.

On monte sur les actions de la Banque, sur le Comptoir d'escompte. Le Mobilier est à 500 25. Les actions et les obligations de nos grandes lignes sont stationnaires, mais les cours cotés sont fermes.

Sur les valeurs diverses, nous trouvons l'Etat mobilier à 80 fr ; le Gaz à 65 fr. Les Petites-Voitures sont absolument sans affaires. On demande les Obligations des halles et marchés de Naples à 150 fr.

On continue à baisser sur l'Italien. Il paraît que la situation de M. Sella est menacée. Le Turc est moins ferme qu'il l'était.

On monte toujours sur le Mobilier espagnol et sur l'Autrichien. Nous croyons que le premier de ces fonds est au début de son mouvement, et que le mouvement du second touche à sa fin.

Trois heures. — Même situation. La Rente est à 56 60, l'Emprunt à 91 57 1/2, l'Italien à 67 25.

L. DU BOURGNEUF.

LES TÉLÉGRAMMES

DE DEUX HEURES

Berlin, 17 janvier. Une ordonnance impériale porte que les décorations de l'ordre russe de Saint-Georges de 1^{re} classe, et de l'ordre autrichien de Marie-Thérèse de 3^e classe seront portées immédiatement après les décorations de guerre prussiennes.

Berlin, 17 janvier. A propos des délibérations sur la question sociale, qui ont eu lieu le 26 novembre 1871, dans les bureaux du ministère du commerce, le *Standard* dit que, contrairement aux assertions de plusieurs journaux étrangers, il n'a été fait, dans cette conférence, aucune proposition précise. Et même la vérité est qu'il ne s'est trouvé

personne pour recommander de prendre soit une attitude négative, soit même répressive en présence du mouvement socialiste. Quant aux mesures éventuelles à prendre en faveur des entrepreneurs, elles ont été réservées à une délibération ultérieure.

Berlin, 18 janvier. Le marquis de Gabrice est parti ce matin pour Versailles. Beaucoup de membres du corps diplomatique l'ont accompagné à la gare.

Vienne, 17 janvier, soir. Le comte de Ludolf, ministre d'Autriche près la cour de Brésil, est nommé ministre plénipotentiaire en mission extraordinaire auprès du gouvernement ottoman.

Rome, 18 janvier. A la suite d'un refroidissement, le pape a suspendu ses réceptions.

Les médecins lui avaient ordonné de garder le lit un jour, mais hier le pape était déjà levé ; il a dit la messe et a repris ses audiences.

M. Montemurlo, ministre plénipotentiaire d'Espagne, va retourner à Madrid.

Madrid, 17 janvier, 11 h. 30, soir. On attribue une grande importance à une conférence qui a eu lieu aujourd'hui entre le marquis Serrano et M. Sagasta.

Le conseil des ministres s'est réuni ce soir. Il a dû choisir son candidat à la présidence du Congrès.

L'Argos parle de changements imminents qui auraient lieu dans le personnel de la rédaction de la *Théria*, à cause de l'attitude hostile aux conservateurs prise par ce journal.

Londres, 17 janvier, soir. Un important meeting a été tenu aujourd'hui à Mansion-House. Le sheriff Bonnet présidait, en l'absence du lord-maire.

Dans ce meeting, des résolutions ont été adoptées pour l'introduction du système métrique décimal en ce qui concerne les poids et mesures à l'usage des fabricants et industriels. Ce système devrait être enseigné dans les écoles, et le système décimal des monnaies étant le corollaire indispensable des poids et mesures métriques, doit être recommandé avec instance au gouvernement.

Berlin, 17 janvier. Hier a eu lieu un meeting de catholiques, convoqué et présidé par le cardinal Cullen. Il y avait environ 2,000 personnes présentes, pour la plupart des ouvriers. Douze résolutions ont été votées, demandant des dotations pour l'enseignement secondaire et pour l'université catholique.

Saint-Petersbourg, 18 janvier. Le *Journal officiel* publie le budget de l'empire pour l'année 1872 : Recettes 167,167,803 roubles ; dépenses 166,813,581 roubles ; excédant 354,222 roubles.

2° A l'impôt sur les matières premières étrangères. Veuillez agréer, etc.

Le président, DROUYN DE LHUYS.

On lit dans le *Journal de Lyon* :

M. Barthélemy Saint-Hilaire a adressé la lettre suivante à M. Flotard, député du Rhône, qui lui avait transmis divers documents émanant de la réunion du Grand-Hôtel et des syndicats de Paris et de la province, dont M. Flotard avait provoqué et centralisé les avis et les protestations.

Voici la réponse de M. Barthélemy Saint-Hilaire. Elle n'est, à vrai dire, qu'une fin de non-recevoir sous forme de renvoi au discours présidentiel :

Versailles, le 14 janvier 1872.

Monsieur et cher collègue, J'ai mis sous les yeux de M. le président de la République les divers documents que vous lui avez envoyés :

1° L'adresse votée par les syndicats du commerce et de l'industrie réunis en assemblée générale, dans laquelle ils protestent contre l'établissement de droits d'importation sur les matières premières ;

2° Les protestations isolées des quarante-cinq chambres syndicales conçues dans le même sens. M. le président vous remercie de cette communication et, dans le discours qu'il a prononcé hier, il donne les raisons qui font dans les circonstances actuelles, une nécessité de l'impôt sur les matières premières.

Agrez, monsieur et cher collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

B. SAINT-HILAIRE.

LETTRES DE VERSAILLES

18 janvier.

Le train de Paris qui arrive à Versailles sur les deux heures avait amené, hier, en même temps la plupart des députés, de nombreuses délégations de villes manufacturières du Nord et du Midi. Dès ce moment, la salle des Pas-Perdus commença de présenter l'aspect le plus animé que je lui aie jamais vu. Il fallait entendre de quel ton, avec quelle chaleur, chacun de ces commerçants, de ces industriels représentait à « monsieur le député » l'injustice et les inconvénients de l'impôt sur les matières premières ! Nous sommes habitués à voir les questions d'intérêt particulier

Je tends les questions qui ne touchent directement qu'une ou quelques classes de la société — traitées à la tribune par des intermédiaires plus ou moins convaincus, plus ou moins éclairés, plus ou moins indifférents. Là, au contraire, c'étaient les clients eux-mêmes qui plaidaient leur propre cause. Quel contraste ! et qu'il est dommage que l'Assemblée ne les puisse entendre ! M. Thiers, qui ne manque jamais de traverser les couloirs avant d'aller prendre séance, a pu passer en revue ces groupes animés, saisir quelques lambeaux des énergiques protestations qui s'y formulaient contre le système financier du gouvernement, et se faire une idée de l'ardeur des haines qu'il s'attirera s'il parvient à triompher des résistances de la Chambre.

J'arrive au véritable événement de la séance : le discours de M. Laurent. La Chambre, manifestement, connaissait et attendait M. Laurent ; car, dès qu'il parut à la tribune, il se fit un mouvement général et non équivoque d'attention. L'orateur, du reste, sut captiver cette attention jusqu'au bout de son discours. Vous n'y trouverez rien de brillant.

M. Laurent est un grand manufacturier de Tourcoing, et n'a eu, sans doute, ni le loisir ni l'occasion de s'exercer à l'éloquence ; mais vous y remarquerez les précieuses qualités de clarté, de méthode et de simplicité.

M. Laurent commença par réfuter les deux raisons invoquées par M. Thiers en faveur du système d'impôts sur les matières premières, et qui consistent : la première, en ce que cet impôt est familier à la France, qui l'a pratiqué dès les premières années du siècle jusqu'en 1860 ; la seconde, en ce que cet impôt assure la perception immédiate et facile de sommes dont le chiffre peut être très exactement évalué.

Passant au second argument tiré de ce que le produit de l'impôt sur les matières premières

est un produit assuré, liquide, dont on sait le chiffre exact, M. Laurent montre combien il en faut rabattre si l'on considère les facilités que cet impôt offre à la fraude. Vous retrouverez ici la même subdivision que nous avons déjà parcourue. L'orateur s'est placé successivement au point de vue des quatre industries : de la soie, du lin, du coton et de la laine.

Après avoir ainsi renversé l'argumentation de M. Thiers, M. Laurent a démontré combien l'impôt sur les matières premières est injuste : il frappe du même droit le coton de 250 fr. et le coton de 1,500 fr. ; la toile grossière dont se sert le pauvre contient infiniment plus de lin et paye infiniment plus cher que la fine batiste dont se sert le riche. A quelle suspension d'affaires l'impôt sur les matières premières, qui ne peut être mis en œuvre avant six mois, condamne le pays ; — à quelles difficultés, avec l'Angleterre, il nous expose ; combien enfin les drawbacks, avec les visites douanières qu'ils supposent, nuiront à la rapide expédition des commandes, qui est aujourd'hui une des conditions essentielles de la prospérité du commerce et de l'industrie.

Encore une fois, ce que je viens de faire n'est qu'un grossier dessin de la charpente de ce remarquable discours, et je ne saurais trop instamment recommander à nos lecteurs de le lire avec soin.

Un détail de physiognomie que j'allais oublier : Au moment où M. Laurent montait à la tribune, M. Thiers n'était point présent à son banc. M. Pouyer-Quertier se leva aussitôt et l'alla chercher dans les couloirs. Le gouvernement avait présenté en M. Laurent un rude adversaire : il ne s'était pas trompé.

Le reste de la séance a été consacré à des plaidoyers assez vagues et peu écoutés en faveur de l'agriculture, que le libre-échange tue, paraît-il. Qui s'en doutait ? Qui en a vingtaine et Guichard ? J'imagine qu'il s'est le petit nombre. Au demeurant, j'aurai l'occasion de vous faire remarquer que le libre-échange n'a que peu ou point d'affaire en cette question.

Aujourd'hui la réplique de M. Pouyer-Quertier aux adversaires du gouvernement.

Tableau de la misère des classes ouvrières

A ROUEN

PAR M. JULES SIMON

M. Jules Simon, libre-échangiste ardent avant son entrée dans un ministère protectionniste, traçait un tableau poignant de la misère des classes ouvrières dans nos grandes villes industrielles.

Cette situation était particulièrement triste à Rouen, et M. Jules Simon n'aura certainement pas manqué d'appeler, sur ce sujet, l'attention la plus sérieuse de son collègue des finances, M. Pouyer-Quertier.

Pour l'honneur des chefs de l'industrie rouennaise, nous aimerions à penser que ce n'est pas seulement au profit des patrons qu'on invoque l'intérêt de la protection du travail national. Il serait bien à désirer, en effet, que les ouvriers eussent aussi leur part de cette protection et qu'on ne les laissât pas, comme par le passé, dans un si complet abandon.

Nous ne l'espérons pas cependant sous le régime des nouveaux impôts, car ils pèseraient surtout sur les classes laborieuses, classes tout aussi malheureuses aujourd'hui, dans certains centres manufacturiers, qu'elles l'étaient avant l'ère chrétienne, malgré la prétention des efforts tentés pour galvaniser des industries factices, à l'aide de systèmes protecteurs dont les habiles savent seuls profiter.

Les fortunes colossales acquises dans l'industrie du coton et de la laine le témoignent assez.

Le régime actuel ne doit, sous aucun prétexte, faciliter l'élévation d'une nouvelle aristocratie dont les privilèges ne pourraient s'exercer qu'aux dépens de la

DERNIÈRE HEURE

Washington, 17 janvier, soir.

La cour suprême a pris de nouveau une décision confirmant le caractère légal et constitutionnel de la loi sur le cours forcé.

Les comités des affaires étrangères au Congrès recommandent unanimement que les missions allemandes soient élevées au rang des missions anglaises et françaises.

(Agence Havas.)

En Algérie, les délégués du commandant Hesse ont rencontré l'ennemi le 9, et l'ont vigoureusement attaqué et repoussé. Plusieurs chefs sont restés entre nos mains, ainsi que deux drapeaux, et un grand nombre de chameaux. Nos pertes sont légères.

Il paraîtra demain, au *Journal officiel*, un décret convoquant pour le 11 février les électeurs de la Corse, des Côtes-du-Nord et de l'Eure (élections à l'Assemblée nationale). Il est probable que le duc d'Albafra se portera dans le département de l'Eure.

Le préfet, de retour à Montpellier depuis deux jours, fait faire en ce moment, de concert avec le procureur général, une enquête sur les événements de ces jours passés. Plusieurs arrestations ont déjà été faites. De nouveaux mandats d'amener seront bientôt décernés, et l'on active les recherches, afin de pouvoir commencer le procès dans les premiers jours du mois prochain.

Une personne digne de foi nous envoie de Gap les renseignements suivants sur la manifestation qui a eu lieu avant-hier en cette ville.

Un coup de midi, une bande de gamins, faisant généralement partie des usines, ont été employés pour le lavage des toitures, et se trouvaient dans la ville, ayant à leur tête un contre-maître qui tenait un drapeau rouge et qui chantait, à moitié éteint, des chansons de 1793.

Ils s'arrêtaient quelques instants devant l'église Saint-Rémy, se consultaient, et, comme quelques habitants venaient de prévenir la force armée de ce qui se passait, ils se séparèrent en tous sens au cri de : « Vive la République ! » abandonnant leur drapeau rouge, tout épuisé, à moitié éteint.

M. Pozzo di Borgo se porte décidément comme candidat en Corse. M. Savelli ne semble pas devoir se retirer.

Aujourd'hui mercredi, à midi précis, au lieu, dans l'église Saint-Etienne-du-Mont, le service que les élèves de l'Ecole polytechnique faisaient célébrer en mémoire de leurs très camarades tués pendant le premier siège de Paris.

Étaient présents et se trouvaient dans les stalles du chœur : M. le général commandant l'Ecole, M. Fremy et tous les autres professeurs, et les officiers de l'Ecole.

L'intérieur de l'église était occupé par tous les élèves en uniforme. Les anciens élèves présents à Paris assistaient à la cérémonie. Nous avons aussi remarqué plusieurs officiers de la garde mobile.

Tout s'est fait avec la plus grande simplicité ; l'antel seul était orné de draperies noires, et, près de l'autel se trouvait le catafalque sur lequel on avait déposé la tenue de l'Ecole. La cérémonie s'est terminée avant une heure. Aucun discours n'a été prononcé.

Le marquis de La Valette est débarqué à Calais, allant à Paris.

Les délégués de l'industrie tulle de Calais et de Saint-Pierre sont partis pour

classe ouvrière et de la masse des contrabandiers.

Les tarifs protecteurs et les *drawbacks*, sous quelque nom que se cachent ces derniers, ont été toujours la source d'une foule d'abus, et ces abus sont d'autant plus grands qu'ils sont plus difficiles à pénétrer : ils ont servi, de tous temps, à l'enrichissement des uns et à l'appauvrissement des autres. Si l'on a justement critiqué, sous l'Empire, le système des *acquets à caution* et des *admissions temporaires*, que serait-ce de celui des *drawbacks* sur des matières dont il serait si difficile de constater exactement l'existence.

Voici le tableau de M. Jules Simon; il n'a d'analogue que celui que Vauban traçait des misères de son temps sous le régime abhorré de la *taille* et de la *gabelle* :

... La misère n'est pas moins horrible, et surtout elle est beaucoup plus générale à Rouen. On ne peut se faire une idée de la malpropreté de certaines maisons, à moins de l'avoir vue. Les pauvres gens alimentent leur feu avec des débris de pommes qui ont servi à faire de la boisson, et qu'on leur donne pour rien ; ils en ont des quantités dans un coin de leur chambre ; une végétation hybride sort de ces amas de matière végétale en putréfaction. Quelquefois, les propriétés, mal payées, négligent les réparations les plus urgentes. Dans une mansarde de la rue des Matelas, le plancher, entièrement pourri, tremble sous les pas des visiteurs ; à deux pieds de la porte est un trou plus large que le corps d'un homme. Les deux malheureux qui habitent là sont obligés de vous crier de prendre garde, car elles n'ont pas un meuble à placer en travers de ce trou, pas un bout de planche. Il n'y a chez elles que leur rouet, deux chaises basses et les restes d'un bois de lit sans paille. Sur une petite place perdue à l'extrémité de la rue des Canettes, et dont les maisons en bois paraissent toutes sur le point de s'écrouler, un tisseur de breteles, est allé se loger, ayant même un service de grenier.

Le logement a deux mètres trente centimètres sur quatre mètres vingt-cinq centimètres, si l'on mesure le plancher ; mais une saignée, nécessaire par les tuyaux de cheminées des étages inférieurs, en encombre la meilleure moitié, et le reste est tellement rapproché du toit, qu'on ne peut faire trois pas en se tenant debout. Quand le mari, la femme et les quatre enfants se trouvent réunis, il est clair qu'ils ne sauraient se mouvoir. On ne sera pas surpris d'apprendre que le manque d'air et la faim font de fréquentes victimes dans un tel réduit. Des quatre enfants qui restaient en avril 1860, deux étaient morts trois mois après. Quand ils furent visités au mois d'avril, le médecin, M. Leroy, parla d'un bon qu'il avait donné la semaine précédente pour du lait. A ce souvenir, toutes les figures s'épanouirent. « Elle en a bu », dit la mère en montrant sa fille aînée, à moitié mourante, et qui eut pourtant la force de sourire. La faim avait presque réduit cet enfant, qui eût été belle, à l'état de squelette.

Le père de cette pauvre famille est bon tisserand. Il pourrait gagner dans un tissage ordinaire des journées de trois à quatre francs, tandis qu'il ne gagne que un franc cinquante centimes dans une fabrique de breteles. On se demandera pourquoi il y reste. A la naissance de son dernier enfant, il n'y avait point d'argent chez lui : ni feu, ni couverture, ni lumière, ni pain ; il emprunta vingt francs à son patron, qui est honnête homme. Il ne peut maintenant, sans payer sa dette, reprendre son livret, quitter cet atelier, où son travail ne lui rapporte pas de quoi vivre. Il est clair qu'il y mourra si on ne lui vient en aide ; mais sa famille sera morte avant lui.

M. Blanqui décrivait ainsi, il y a douze ans, les misères d'ouvriers pauvres à Rouen :

« On n'entre dans ces maisons que par des allées basses, étroites et obscures, où souvent un homme ne peut se tenir debout. Ces allées servent de lit à un ruisseau fétide, chargé des eaux grasses et des immondices de toute espèce qui pleuvent de tous les étages et qui s'écoulent dans des petites cours mal pavées, en flaque pestilentielle. On y monte par des escaliers en spirale, sans garde-fou, sans lumière, hérissés d'aspérités produites par des ordures pétrifiées, et l'on aborde ainsi de sinistres réduits, bas, mal fermés, mal ouverts, presque toujours dépourvus de meubles et d'ustensiles de ménage. Le foyer domestique des malheureux habitants de ces réduits se compose d'une litère effondrée, sans draps ni couvertures, et leur vaisselle consiste en un pot de bois ou de grès écorné, qui sert à tous les usages. Les enfants les plus jeunes couchent sur un sac de cendre ; le reste de la famille se plonge tête-mêlée, père et enfants, frères et sœurs, dans cette litère indécrottable comme les mystères qu'elle recouvre. Il faut que personne n'ignore qu'il existe des milliers d'hommes, parmi nous dans une situation pire que l'état sauvage... »

Ce tableau est encore vrai. On a fait de grands efforts ; mais le nombre des pauvres croît dans une proportion effrayante. Il semble voir des enfants qui font une digue de boue et de sable contre la mer furieuse. Le Dieu qui mesure le souffle à la brebis tondu, cache à ces souffreteux une partie de leurs malheurs. « Je ne suis pas riche, moi, nous disait une vieille femme en nous montrant sa voisine étendue sur l'aire humide de sa cave ; mais j'ai ma botte de paille, Dieu merci ! »

Un de nos abonnés, en qui nous avons toute confiance, nous transmet la note suivante que le Tableau de la misère des classes ouvrières à Rouen, que nous publions plus haut, rend palpitante d'intérêt :

Il y a quelques mois, une malheureuse veuve partit de Bourges avec ses trois enfants pour venir à Paris vivre de son travail. A peine y était-elle arrivée, qu'elle tomba malade. Pour se soigner et vivre, elle vendit pièce à pièce le linge et les vêtements qu'elle possédait. Incomplètement guérie, elle se remit au travail, gagnant péniblement deux francs par jour pour vivre à quatre !

Cette tâche était trop rude pour n'y pas succomber. Elle retomba malade. Cette fois, il fallut recourir à l'assistance publique : la mère entra à l'hôpital Lariboisière, et les enfants à l'hospice des Enfants-Assistés.

Après un mois et demi de séjour à l'hôpital la mère sortit, et le même jour on lui rendit ses enfants. Cette malheureuse femme est faible, et a besoin de repos et d'aliments. Avant qu'elle recouvre ses forces pour travailler, elle doit être secourue. La malheureuse dont nous parlons, demeure rue de l'Evangile, n° 6, près le marché de La Chapelle, et se nomme veuve Fiot.

L'EMPIRE D'OCCIDENT

En 1834, paraissait à l'imprimerie de Paul Dupont une brochure portant ce titre : *L'Occident français*, par F. de Persigny, et où se trouvaient les passages que l'on va lire :

Il ne restera pas pierre sur pierre de la Babylone britannique.

C'était la fédération française du continent européen que l'empereur Napoléon allait créer.

Les assemblées délibérantes doivent convenir à un état social que l'on veut conserver. Mais aux sociétés dans l'enfance, le régime parlementaire est un obstacle à leur délivrance et par suite une cause d'irritation générale. L'histoire de notre révolution est là toute entière ; et, encore dans les moments de crise, qui a pu gouverner ? Des comités. Et dans ces comités ? Un homme : Mirabeau, Danton et Robespierre.

Il est une île en Europe où la société est organisée et fonctionne dans un but unique : la production. La richesse y consiste dans la plus grande accumulation des produits de toute espèce, sans qu'il s'agisse du bien-être ou de la souffrance des individus. Aucun préjugé, aucun principe n'arrête l'essor industriel ; et depuis longtemps le commerce extérieur y légitime toutes les violations de la justice ; tous les attentats contre l'humanité. La nationalité économique de ce pays est écrite dans l'incendie de Washington, le massacre de Quiberon, le bombardement de Copenhague, dans les misères des peuples de l'Inde et du Nouveau-Monde, depuis la baie d'Hudson jusqu'au cap Horn. La formule économique de l'Angleterre, enfin, comprend l'exploitation industrielle et commerciale des deux continents. C'est, du reste, cette loi, montre qui a fait la fortune, qui est la vie même de la Grande-Bretagne.

Ni paix ni trêve avec l'Angleterre industrielle : en d'autres termes, point de libre concurrence, prohibition absolue contre le négoce britannique ! Mise ainsi au banc des nations que la Grande-Bretagne subisse sa destinée ! La richesse de l'Europe tout au moins est à ce prix, celle de la France particulièrement.

Il n'est pas un seul point du globe où nous ne fussions, où nous ne dussions être en concurrence avec les Anglais, c'est-à-dire en guerre. Avec les immenses développements de la production française, le monde était désormais trop petit pour les deux commerces de France et d'Angleterre. Il fallait qu'un des deux colosses tombât sous les coups de l'autre. Et comme les intérêts de territoires, de frontières ne sont plus guère à présent que des rapports économiques, cette incompatibilité industrielle des deux nations ressort visiblement de toutes parts pour les intelligences. Il n'y a qu'à regarder au Rhin et aux Alpes, en Belgique et aux Pyrénées : toujours nous y avons eu l'odieuse insularité sur les bras, nous disputant le terrain avec cet acharnement dont l'on défend la vie.

En 1815, c'est l'Angleterre qui compose le royaume des Pays-Bas et nous enlève la Belgique, ce lambeau de notre duché de Bourgogne. Si la France n'a pas été alors rayée de la carte de l'Europe, ce n'est pas la faute de la Grande-Bretagne ; elle y a fait ce qu'elle a pu. Aujourd'hui même, notre Rhin, les Alpes et les Pyrénées, il nous les faudrait reprendre contre les Anglais. Il n'y a pas un Etat en Europe dont l'alliance ne peut servir plus ou moins à nous rendre nos frontières naturelles. L'alliance russe avait même de quoi nous magnifiquement agrandir. La Méditerranée pouvait se trouver un lac français, la mer Noire devenant un lac russe. L'Angleterre seule nous est hostile partout et en toutes choses, sur mer comme sur terre. Concurrer de commerce ou de prépondérance politique, l'opposition est radicale et universelle. La lutte ne peut finir que par la ruine entière de l'une ou de l'autre puissance. Malheur donc à l'Angleterre ! ce fut le *Délenda Carthago* de Napoléon.

La nature avait fait l'Angleterre une de nos îles, comme Oleron et la Corse. La société anglaise était encore, du moins en partie, un peu Etat féodal. Les privilèges de la naissance et de l'ancienne propriété y étaient dans toute leur origine oligarchique. Aussi qu'est-il arrivé ? C'est qu'en échange de ses systèmes constitutionnels, de ses théories de gouvernement parlementaire, qui ont passé bien vite en France et sans autre dommage que le temps perdu, nous lui avons imposé une révolution sociale, toujours terrible, où l'établissement politique de la Grande-Bretagne doit s'abîmer tout entier.

Personne n'est convaincu mieux que nous de la vuidité de la science, de l'impuissance des philosophes, du néant de toutes les formules de progrès tracées depuis Leibnitz jusqu'à Saint-Simon. Les théories, à leur pur état systématique, sont lettre morte pour les peuples. Jamais l'humanité n'a fait un pas que par un homme, l'homme de son siècle, l'homme de l'œuvre présente ; parce qu'en effet il n'y a qu'un homme qui puisse être le représentant vrai, l'expression active d'une phase humaine. Pour empêcher, pour conserver comme pour détruire, il se peut que des efforts divers s'emploient avec avantage ; mais pour agir, pour créer, l'unité est la première condition.

On se demande où il s'est jamais vu que l'humanité marchât toute seule et de front à la conquête de son avenir. Comme si ce qui est progrès pour l'un était progrès pour l'autre ! Comme s'il ne faut pas que la tête de la société marche pour que la queue avance ! Par où l'on juge bien les théories humanitaires radicalement insuffisantes ; car évidemment le principe du progrès n'est pas dans le grand nombre ; l'avancement de l'état social ne sera pas le pêle-mêle des majorités, si le genre humain ne se met en marche qu'avec les bonds du génie, si le mouvement humanitaire doit être hiérarchisé dans son action générale.

On l'auteur de *L'Occident français*, poussant à Strasbourg, puis à Boulogne, le prince Louis-Napoléon Bonaparte, le ramenant en France, le faisant, en 1852, malgré lui, em-

peur des Français, est-il arrivé ? Il est arrivé à l'Occident germanique.

Ses prédictions sont en voie de se réaliser, même contre l'Angleterre, non par les mains françaises, mais par les mains prussiennes, par les mains du comte de Bismark.

REVUE DES JOURNAUX

Encore l'interdiction de vente sur la voie publique prononcée contre le *Gaulois* et la *Constitution*.

La France, reprochant aux membres du gouvernement de pratiquer au pouvoir les doctrines qu'ils ont combattues lorsqu'ils faisaient partie de l'opposition, voit dans la politique routinière suivie, avec une persévérance si inexplicable, à l'égard de la presse française, une circonstance terriblement atténuante pour la passion de polémique, l'attitude de système qu'on lui reproche avec quel que raison. Nous enregistrons les paroles suivantes comme la morale, *ultima verba*, sur la question :

On reproche parfois, dit la France, à la presse française de tourner dans un cercle, et, certes, le reproche n'est que trop souvent mérité, quand nous voyons dans certains organes d'opinions extrêmes les mêmes procédés d'attaque, les mêmes routines d'invective, le même appel aux passions mauvaises survivre à tous les désastres, à toutes les crises ; mais si la transformation dont nous avons besoin doit s'accomplir sur toute la ligne, dans la presse, dans les mœurs, dans les institutions ; si l'esprit doit être appliqué à créer des difficultés, doit être énergiquement fêtré par tout le monde ; si chacun de nous doit éviter de retomber dans l'ornière du passé, n'est-ce point aux hommes du gouvernement, dans ces circonstances, à donner l'exemple ?

Véritablement, c'est à désespérer des leçons de l'expérience, de la puissance du bon sens et de la raison chez un peuple dont les chefs, qu'ils soient, à quelque régime qu'ils appartiennent, ont pour habitude, une fois au pouvoir, de tout oublier et de ne rien apprendre.

La République française voit, avec raison, dans la proposition Petieau, qui demande la publicité des débats pour les procès de presse, une conséquence logique et naturelle du jury établi par la législation existante. La publicité, en effet, le correctif indispensable d'un tribunal qui prononce sur les inspirations du bon sens et de la morale ordinaire, sans révéler au public les motifs secrets qui déterminent ses jugements.

Le jury étant aujourd'hui remis en possession du triste privilège de juger les délits de pensée et d'opinion, il en résulte qu'un écrivain est condamné par un simple verdict. Qui ou non, c'est tout l'arrêt. Douze jurés décident, d'un mot, si la pensée de l'auteur est coupable, et Louis Courcier, ou de Chateaubriand, est une pensée coupable, et s'il est en enfer comme un voleur cet homme d'étude et de méditation qui s'est permis de penser d'une certaine façon et de le dire. Ces douze jurés n'ont pas même besoin de montrer qu'ils ont raisonné à leur tour et de dire pourquoi ils pensent autrement que le condamné, ni même qu'ils ne sont pas eux-mêmes coupables.

On leur demande seulement de dire en conscience quel est leur sentiment par un oui ou par un non. Il est donc indispensable au moins que le public connaisse, par un compte-rendu, ce que l'accusation a pu dire, ce que la défense a répondu, et quel travail s'est pu faire dans l'esprit du jury pour l'amener à son verdict. Autrement, le verdict pur et simple reste mystérieux et brutal, comme un coup qu'on recevrait sans voir d'où il vient ni à qui il frappe. Il est fâcheux qu'on ait mis près d'un an à reconnaître une vérité juridique aussi incontestable.

Le *Courrier de France* revient aujourd'hui sur la scène regrettable provoquée à Montpellier par la présence et la propagande politique de M. de Cathelineau. Suivant lui, c'est un des nombreux symptômes qui accusent aujourd'hui, sur tous les points du territoire, le trouble et la fermentation des esprits, fatigués par l'incertitude d'un provisoire ; dont l'esprit de parti, qu'il souffle pour le radicalisme ou pour le légitimisme, se fait une arme de combat.

Sans ajouter, dit-il, à cette échauffourée ridicule plus d'importance qu'elle n'en mérite, nous croyons cependant qu'on en peut tirer une petite leçon. La vérité est que la prolongation du provisoire surexcite les passions, et que le parti révolutionnaire profite de l'incertitude où nous vivons pour ébranler les esprits et pousser les simples à de folles manifestations. Tandis que nos représentants observent la trêve de Bordeaux, avec toute la résignation que leur inspire leur patriotisme, les populations moins éclairées s'abandonnent à toute la fougue du tempérament français et surtout du tempérament méridional. Il ne faut pas exagérer le péril, mais il est bon de le connaître, et l'on ne saurait trop répéter que le seul moyen d'en finir avec ces petites agitations est la proclamation définitive de la République.

Querelle de famille ! Le *Sicéle* est accusé par la *Constitution* de n'avoir pas suffisamment déploré l'interdiction de vente prononcée contre cette feuille, habilement radicale, par le gouvernement ! Entre le *Sicéle* et la *Constitution*, quelle est la différence ? L'une est d'un rouge flamboyant, franc, sincère ; un homme d'esprit l'accrédite avec un succès soutenu, dans la faveur du public. L'autre fait un jour baisant sur la nuance de sa politique ; il sait ménager, à l'occasion, l'ombre et la pénombre autour de son drapeau ; il n'a pas *Aleste*. Sur ce, le *Sicéle* tire son chapeau à la *Constitution*.

Nous accusons avant que nous ayons pu agir, s'écrie-t-il, voilà qui dépasse les bornes. Nous serons calmes cependant, et, accoutumés que nous sommes à observer vis-à-vis de nos confrères les strictes lois de la justice, nous n'exigerons même pas la réciprocité.

Ce que nous nous bornons à demander à la *Constitution*, c'est de vouloir bien faire connaître à ses lecteurs deux choses :

La première, que, dans notre numéro du mercredi 17 janvier, nous nous sommes longuement expliqués sur la décision ministérielle qui l'atténue, et que, conformément à nos principes bien connus, nous avons porté sur cette décision un jugement sévère ;

La seconde, que la mesure ministérielle ayant été prise le 15 au soir et n'ayant été rendue publique que par le *Journal officiel* du 16, notre article publié le 17 au matin n'était arrivé à son heure, et que par conséquent nous ne pouvons être accusés de rien, pas même de retard.

Voilà qui est bien : les grands principes sont posés et la conscience de M. Jourdan peut dormir tranquille. Mais la politesse du 17 janvier a passé inaperçue en dépit de la ponctualité chronométrique avec laquelle elle était faite.

La *Constitution* aime mieux dire aux radicaux que les républicains se sont défilés en secret de sa mésaventure. Pourquoi la discorde est-elle au camp d'Agramant ? L'Ordre apporte à l'appui de l'opinion citée plus haut, du *Journal la France*, des documents irrécusables que nous renvoyons à M. Jules Simon, à qui ils sont empruntés. C'est un fragment du discours prononcé par l'honorable ministre de l'Instruction publique, alors grand partisan et théoricien de la liberté, sous toutes ses formes, dans la séance du 29 janvier 1868.

A cette époque, M. Jules Simon disait : Reste un droit que je considère comme exorbitant et qui, à mon avis, a été traité bien légèrement, je lui en demande pardon, par M. le rapporteur de la commission : c'est le droit de veto sur la voie publique. On nous dit, pour toute raison, que la surveillance de la voie publique appartient à la police.

Et demandant au gouvernement d'établir au mois l'égalité dans la compression, il lui disait d'interdire à la fois sur la voie publique toutes les opinions et tous les journaux. Mais le gouvernement d'alors s'en gardait bien ; et M. Jules Simon, constatant le privilège dont jouissaient les officiels et les officieux, reprenait :

Pour les autres, au contraire, vous les exiliez, vous les traquez, vous les reléguez dans une boutique de librairie ; et il faut aller les chercher chez ce marchand qui paye patente, ou dans le bureau même du journal. C'est là une injustice, et, pour mieux dire, un déni de justice. C'est là une faveur faite à la presse officieuse, au détriment de la presse indépendante. S'il y a au monde un privilège, le voilà ; et pourtant nous sommes une société qui se glorifie de ne plus admettre le privilège. Nous ne le gardons qu'ici, et dans quelle affaire ? Dans une affaire qui intéresse au premier chef la presse. On dirait que nous avons des principes pour tout le reste, et que nous n'en avons pas pour les journaux.

Le privilège, ô ciel ! nous le basonnons de toutes nos lois ; la confiscation ? nous déclarons dans toutes nos constitutions qu'elle ne pourra jamais être établie. Pour la presse, c'est différent : la confiscation existe, le privilège existe, et, parce que c'est la presse, on trouve innocente, admirable, cette violation de tous les principes. Qu'est-ce donc que la presse, sinon la pensée ? Voilà la France de 89 telle que vous la faites ! Cela n'est ni sensé, ni juste, ni honorable, cela est impossible.

Après de telles déclarations, nous croyons inutile d'insister davantage sur le caractère de la mesure qui vient de frapper le *Gaulois* et la *Constitution*.

Le *Radical* désavoue, ce matin, le sieur Vermersch, rédacteur en chef du *Père Duchêne* sous la Commune, et traite ce misérable comme nous l'avons traité nous-mêmes. Voilà qui est bien.

Seulement le journal de M. Mottu affecte de considérer Vermersch comme une de ces individualités sans mandat, à laquelle nous attribuons une notoriété que les besoins de notre polémique.

Nous désignons les procédés de cette nature, trop fréquemment employés par nos adversaires. Si nous citons la prose de Vermersch dans nos colonnes, c'est afin que le souvenir de l'exécration dictature de la Commune ne puisse s'effacer de l'esprit de nos lecteurs.

Vermersch, quoi qu'on dise le *Radical*, n'était pas un sous-détecteur ; son journal était des lois à l'hôtel de ville, et personnellement encore n'a oublié que le *Père Duchêne* a eu le pouvoir de faire assassiner Chaudey et de faire décréter la démolition de la maison de M. Thiers.

Le pouvoir de ce misérable sera la honte éternelle de la Commune et la condamnation de ceux qui en étaient membres.

Le *Peuple souverain* a été saisi ce matin par M. Moret, commissaire de police chargé de délégations judiciaires, pour retard apporté au versement de son cautionnement. Il cesse provisoirement de paraître.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

M. Thiers ne veut, paraît-il, consentir à aucune réduction sur le budget de la guerre, qui s'élève à 450 millions. La création de corps nouveaux et d'augmentation de corps existants a soulevé de vives critiques dans le sein de la commission du budget.

On sait que ce chapitre demande une somme de 60 millions. La commission voudrait arriver, sur le total du budget de la guerre, à une diminution de 100 millions, ce qui lui porterait à 350 millions, somme suffisante pour la situation actuelle de la France.

LES DÉPUTÉS DU 7 JANVIER

M. GAUDY (Doubs).

Riche, propriétaire important, intelligent honnête, républicain sincère et non point radical, très résolu à défendre la politique de M. Thiers, M. Gaudy, qui, dit-on, est personnellement lié avec M. Grévy, a été soutenu ainsi dans la lutte par M. Farnier, maire de Besançon et membre de la gauche républicaine de l'Assemblée nationale. Sa profession de foi, très nette, contenait cette phrase précise : « Dévoué à la République, je combattrai toutes les entreprises qui auraient pour but de lui substituer la monarchie... »

M. ALEXIS LAMBERT (Oran).

M. Alexis Lambert, conseiller général, nommé commissaire de la République à Oran après le 4 septembre, avait été élu député de cette province le 2 juillet dernier ; mais son élection fut invalidée par l'Assemblée, par ce fait qu'il n'avait point cessé d'exercer ses fonctions administratives dans les délais prescrits par la loi, et qu'il était dans le cas d'indéligibilité. Les électeurs d'Oran, qui n'ont point voulu se déjuger, viennent de le renvoyer à la Chambre avec une assez forte majorité.

La profession de foi de M. Alexis Lambert se terminait par ces lignes : « Nous avons à établir, à consolider, à développer, en France comme en Algérie, des institutions libres, civiles, républicaines. La tâche est ardue, mais elle n'est pas au-dessus de votre patriotisme. C'est la mienne, si de nouveau vous m'en jugez digne. Vive la République ! »

M. LAGET (Gard).

Avocat distingué, démocrate convaincu, mais nullement radical, comme les journaux réactionnaires du Gard ont voulu le faire croire. Très populaire à Nîmes et dans tout le département, M. Louis Laget, qui, comme candidat de l'opposition aux élections de 1869, avait obtenu une minorité très considérable, est aujourd'hui président du conseil général du Gard et président du conseil d'arrondissement de Nîmes. C'est un citoyen très recommandable, un administrateur intelligent et un homme d'une parfaite honnêteté.

Le maréchal Mac-Mahon, qui n'avait pas voulu accepter le mandat législatif à Paris, a réuni, malgré son refus, 1,120 voix d'électeurs qui voulaient le faire entrer de force à la Chambre.

Mgr l'archevêque de Paris a envoyé son adhésion à la pétition de S. Em. le cardinal archevêque de Rouen sur le projet de loi ministériel de l'instruction.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Le conseil municipal de Lyon, réuni d'urgence dans la soirée de mardi, comme nous l'avons dit hier, a pris à l'unanimité la délibération suivante :

Le conseil municipal, réuni en séance extraordinaire, convaincu que l'impôt sur les matières premières serait la ruine de l'industrie lyonnaise, considère comme un devoir impérieux de protester contre cet impôt et d'adhérer aux observations présentées par la chambre de commerce de Lyon.

Délibéré, à l'unanimité, le 16 janvier 1872.

Le Progrès de Lyon annonce qu'un député du Rhône a télégraphié hier ce qui suit à la Chambre syndicale de la fabrique lyonnaise :

La séance d'hier a été excellente contre les droits sur les matières premières. Veuillez vous entendre avec les députés de la presse, on trouve innocente, admirable, cette violation de tous les principes. Qu'est-ce donc que la presse, sinon la pensée ? Voilà la France de 89 telle que vous la faites ! Cela n'est ni sensé, ni juste, ni honorable, cela est impossible.

Nous avons annoncé hier le départ pour Versailles du maire de Saint-Etienne, chargé d'informer M. Pouyer-Quertier des dispositions très hostiles de la population industrielle de cette ville et, relativement à l'impôt sur les matières premières.

Indépendamment de cette démarche, une réunion de négociants, tenue à la préfecture de Saint-Etienne, a décidé l'envoi de la dépêche suivante aux députés de la Loire :

Les chiffres émis par M. Thiers pour établir les charges de teinture sur les tissus de soie sont complètement erronés. Veuillez vous entendre avec les députés de Saint-Etienne pour les démentir. Il est impossible aussi de connaître les poids des tissus exportés. Il est néanmoins nécessaire de démentir les chiffres donnés par M. Thiers, et sur lesquels toute son argumentation est basée.

Nous avons mentionné, il y a deux jours, le jugement du tribunal de Lyon, qui a condamné M. Valentin, préfet du Rhône, à 4,000 francs de dommages-intérêts, pour le fait de l'arrestation arbitraire de M. Haas.

Avant que ne fût connu le texte de ce jugement, dont les motifs ont un développement extraordinaire, les journaux de Lyon et de Paris, systématiquement hostiles à l'honorable M. Valentin, notamment la feuille cléricalle la *Démocratisation*, avaient cru pouvoir s'autoriser de la condamnation du préfet du Rhône pour réclamer une fois de plus son remplacement.

La lecture du jugement du tribunal civil de Lyon va nécessairement ralentir ce beau zèle ; car s'il n'admet qu'à titre de concession éventuelle le droit d'arrestation que la jurisprudence accordait aux préfets, par interprétation spéciale de l'article 10 du code d'instruction criminelle, il établit, à la décharge de M. Valentin, que l'arrestation qui a fait l'objet du procès, avait été provoquée par des dépêches du conseil de France à Genève, dépêches malheureusement inexactes et qui présentaient M. Haas comme intermédiaire entre la Prusse et la commune de Lyon.

Il résulte de ces éclaircissements que l'affaire n'a pas, à beaucoup près, la gravité que les adversaires politiques de M. Valentin s'étaient plu à lui attribuer, et que la presse cléricalle en sera, cette fois encore, pour ses frais d'animosité contre le préfet actuel du Rhône.

Le *Journal de Lyon* annonce, d'ailleurs que M. Valentin et M. de Gournay, chef de la police de Lyon, en ont appelé du jugement au tribunal civil.

LES ACTES OFFICIELS

M. J.-M. Torrès Caicedo a remis, le 14 de ce mois, au président de la République, les lettres qui l'acrédièrent en qualité de ministre plénipotentiaire de la République du Salvador, près le gouvernement de la République française.

Le président a reçu la lettre par laquelle S. Exc. Don Miguel Garcia Granados lui annonce son élévation à la présidence de la République de Guatemala.

Les électeurs du canton de Voiteau (Jura) sont convoqués pour le dimanche 4 février, à l'effet d'élire un représentant au conseil général.

LES BONS DE RÉQUISITION

La loi du 15 juin 1871 a astreint, sous peine de déchéance, toutes les personnes qui se croiraient fondées à réclamer des indemnités à raison des objets de toute nature qu'elles auraient été contraintes de fournir aux troupes françaises pendant la guerre, de même que les porteurs de bons de réquisition, à faire valoir leurs droits dans un délai de deux mois, courant pour chaque commune du jour de l'affichage à la mairie.

Ce délai de deux mois étant expiré pour toutes les communes, on croit devoir rappeler aux intéressés qui n'auraient pas produit en temps utile leurs titres de créance, qu'ils sont désormais déchus de tous droits et actions contre le Trésor.

Aucune réclamation nouvelle ne pourra donc plus, à l'avenir, être accueillie par l'administration de la guerre.

NOS INFORMATIONS

LA MAISON DE DUCATEL

Ducatel, le sauveur de Paris, pour qui le *Figaro* a ouvert dernièrement une souscription, vient de se rendre acquéreur, à Auteuil, d'une maisonnette qui justement a vu sur la bastion qui, le 21 mai 1871, fut témoin de son acte héroïque. Est-ce hasard, ou bien Ducatel a-t-il mis une sorte de coquetterie à se loger à proximité de la porte ouverte par lui aux troupes de l'armée régulière ?

Cette maison, à deux étages seulement et de fort modeste apparence, a coûté 20,000 fr. à son nouveau propriétaire.

MARIAGES

On annonce le mariage de M^{lle} Yvannah Otard de Bragard, sœur de M^{me} de Lesseps, avec le vicomte de Bouët-Willamez, fils de l'amiral. La cérémonie aura lieu le 27 de ce mois.

Le comte Paul de Rochebrune, fils du co-

lonel de Rochebrune qui se fit si glorieusement tuer à Buzenval, épouse M^{lle} de Gasté. Enfin, le baron du Paty, chef d'escadron de cavalerie, épouse M^{lle} Dumas du Ménil.

UN PROCÈS CURIEUX

Un curieux procès va se plaider prochainement. M^{me} Rossini intente une action à M. Michotte, à qui elle réclame 50,000 francs de dommages-intérêts. Peu de temps avant le siège de Paris, M^{me} Rossini avait confié à M. Michotte, ami de son mari, tout le portefeuille des œuvres posthumes du maître pour corriger des poèmes qui convenaient peu à la musique. Demeurée à Paris pendant l'investissement, elle apprit ensuite que M. Michotte avait publiquement promené ces œuvres, qu'il avait fait entendre dans des salons officiels de Belgique. C'est pour cela qu'elle plaide. Le défenseur, de son côté, reconnaît tous les faits imputés, mais prétend qu'il n'a agi que dans l'intérêt de la mémoire du grand musicien.

LE DOCTEUR SEMMERIE

On se rappelle sans doute le docteur Semmerie, auteur de plusieurs brochures sur le positivisme et grand ami de Sardou. C'était une des figures originales du Paris scientifique et médical. Sous la Commune, le docteur fut élevé aux hautes fonctions de directeur général du service de santé au ministère de la guerre. C'est à lui que s'adressaient les indifférents et les tièdes pour obtenir des certificats d'exemption, et Dieu sait combien il en a délivré !

Quand on commença à démanteler l'hôtel de M. Thiers, le docteur Semmerie réclama tout le linge pour le service des ambulances, et le fit apporter au ministère de la guerre pour le rendre ensuite à son légitime propriétaire. C'est en récompense de ces services qu'il a pu quitter Paris sans être inquiété ; et, en ce moment, il est à Livourne, en Italie, où il s'occupe d'affaires industrielles.

UN DIRECTEUR DE CHEMIN DE FER

LES THÉÂTRES

Ce soir jeudi, à l'Opéra-Comique, première représentation de *Fantasio*.

Les répétitions du *Corsaire noir* marchent leur train, au théâtre des Variétés. Les rôles ont été distribués à MM. Lesueur, Dupuis, Léonce, Hittmans, Cooper, M^{mes} Vanghell et Chaumont.

M. Padeloup fera entendre au concert populaire de dimanche prochain, une marche funèbre dédiée à la mémoire d'Henri Regnault, et composée par M. Leneveu.

M. Leneveu est le lauréat du prix d'opéra-comique, dont l'ouvrage devait être joué dans l'année où il a obtenu le prix.

Il y a comme cela à Paris deux ou trois cents jeunes gens qui ont passé une année de leur existence à écrire un partition en trois actes, dans l'espérance de l'entendre exécuter à l'Opéra, à l'Opéra-Comique ou au Théâtre-Lyrique.

La naïveté est une belle chose.

Le *Messie*, de Haendel, est à l'ordre du jour dans toute l'Angleterre; les plus petites localités tiennent à honneur de donner une exécution de ce bel oratorio.

On ne se fait pas une idée exacte du mou-

vement musical de la province en Angleterre, parce que Londres absorbe toute l'attention, grâce aux artistes hors ligne qui y viennent à chaque saison.

Pour montrer à quel point les Anglais, qui habitent les autres villes de la Grande-Bretagne, sont amateurs de bonne musique, il suffira de citer le menu des œuvres interprétées à Liverpool, pendant l'année qui vient de finir, par la Société philharmonique, composée exclusivement d'amateurs : *Le Messie*, *Samson*, *Israël*, de Haendel; *Lorelei*, *Albala*, de Mendelssohn; *Saint-Peter*, de Benedict; *Prodigalson*, de Sullivan; Messe solennelle de Gounod; cinq symphonies de Beethoven; deux de Mozart; une d'Haydn, trois de Mendelssohn; plus de quarante ouvertures, concertos, etc., etc.

Pendant le mois de décembre, les théâtres de Paris ont réalisé la somme de 1,209,835 fr. 67 c., sur laquelle les auteurs ont touché 135,459 fr. 33 c.

La pendule qui ornait la cheminée du foyer d'un théâtre de Paris vient de disparaître, sans qu'on ait pu surprendre l'auteur de ce rapt audacieux.

Les Prussiens font donc des élèves.

On annonce que M. Adrien Huart, fils de Louis Huart, le fondateur avec Altaroche des

Folies-Nouvelles, prendrait la succession de M. Manasse.

Nous ne croyons pas que, dans ce cas, il reprendrait le titre de Théâtre-Dejazet, pour abandonner celui des Folies-Nouvelles, sous lequel son père a ouvert le théâtre.

Le prix des places au théâtre de la Gaîté a repris son cours normal.

L'engagement qui a fait payer cinquante louis une loge a cessé dès la seconde représentation.

Tous les calculs de la direction sont renversés.

Le charbonnier qui préside aux destinées du théâtre de la Gaîté voit maintenant tout en noir.

Journals.

CESSATIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 16 janvier 1872.

MENETRIER (Etienne-Adolphe), marchand de cafés, demeurant à Paris, rue Mouffetard, 108.

Le COITIN (Auguste), demeurant à Paris, rue Poissonnière, 13, 2° ROUSSEAU (Jules), demeurant à Paris (Batignolles), passage Caroline, 4, associés de fait pour le commerce des dentelles, à Paris, rue d'Aboukir, 71.

NACHET jeune (Camille-Joseph), opticien, demeurant à Paris, avenue Napoléon, 2.

VAN DER VEENE (Eugène), négociant en vins et commissionnaire en marchandises, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, 56, avec complicité à Taill (Océanie), entrepôt à Billancourt

(Seine), route de Versailles, 46, et magasin à Paris (Batignolles), rue Lacroix, 5.

LEVY (Léon), négociant en bois et charbons, demeurant à Paris, rue du Temple, 81.

Dame veuve FEUILLY (Marie-Louise-Jeanne Daligault), veuve en premières nocces de Jacques Lechevallier, et en secondes nocces de Jean-Hippolyte Feully, ladite dame ancienne marchande de mollons, bragues et terre glaise, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 27.

DELAUROCHETTE (Pierre-Félix-Etienne), ancien gravateur à Levallois-Perret, route de la Révolte, 251, actuellement à Paris, rue Notre-Dame-de-Lorette, 19.

De la société en nom collectif et en commandite DISDERI et C^{ie}, ayant pour objet l'exploitation d'un établissement de photographie, dont le siège est à Paris, boulevard des Italiens, 8, ladite société composée de : 1° André-Adolphe Disderi, demeurant au siège social, 2° un commanditaire.

DISDERI (André-Adolphe), photographe, demeurant à Paris, boulevard des Italiens, 8, personnellement.

DESORMEAUX (Constant), négociant en mercerie et rubans, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, 155.

BLOCH-DUGENET et C^{ie}, marchands de cuirs et de peaux, ayant demeuré à Paris, rue Montorgueil, 89, puis boulevard Saint-Michel, 125, et actuellement sans domicile connu.

E. GEORGES, marchand brocanteur à Paris, et demeurant actuellement à Ivry, r. de Paris, 16.

BOURDEL, marchand de vin limonaier, demeurant à Paris, boulevard Maiesherbes, 63.

MARCOU (Clément), négociant en bois, demeurant quai d'Ivry, 8, à Ivry-sur-Seine.

KLEBER, marchand tailleur, demeurant à Paris, rue Feydeau, 30.

TORRELL (Marcel), ancien marchand boucher, rue du Château-d'Antin, 53.

PERRE (Alexandre), bijoutier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 8.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 18 janvier 1872.

Céréales

Les affaires (tant en blé qu'en menus grains) continuent à être insignifiantes. Les prix ne varient pas.

Farines de consommation

Les farines de consommation sont sans changement.

Marques hors ligne, 83 « a » — Choix, 82 « a » — Marque D, 82 « a » — Bonnes marques, 79 « a » 81 « a » — Sertes courantes et ordin. 76 « a » 80 « a ».

Farines de commerce

Les farines de commerce sont en baisse aujourd'hui; les offres sont nombreuses et les acheteurs rares.

Farines huit marques

Dispen. cour. du mois, 79 « a » — Prochain, 79 50; — 4 premiers, « a » — Mars et avril, 81 « a ».

Farines supérieures

Dispen. cour. du mois, 78 « a » — Prochain, 78 50; — 4 premiers, « a » — Mars et avril, 79 25.

Huiles

Les huiles de colza sont très faibles. Beaucoup d'offres à la cote.

Dispen. « a » — cour. du mois, 103 50 — 3 prochains, 100 « a » — 4 d'été, 105 50 — 4 derniers, 104 25.

Les cours de l'huile de lin sont tenus. Affaires nulles.

Disp. 101 « a » — cour. du mois, 100 « a » — 3 prochains, 98 50 — 4 d'été, 90 « a ».

Trois-six

Même situation. Disponible et cour., 55 50. — Prochain, 56 50. — Mars et avril, 59 « a » — 4 d'été, 62 « a ».

Sucre

Bonne tenue par continuation.

COTE COMMERCIALE

88° saccharimétriques, 69 50 à 69 75 — Blancs n° 3, 79 75 à 79 80 — Rafinés, suivant mérite, 152 « a » à 154 « a ».

Le directeur politique gérant : LÉONCE DÉTROYAT.

Opérations dentaires insensibles, par l'Oxyde de Natrum, succès consacrés par la Fac. de méd., pièces dentaires les seules ayant obtenu une mention honorable du corps médical. Docteurs MARCOS et HERMAN ADLER, rue Meyerbeer, 4.

VARIÉTÉS

Mmes de Vertu seules inventeurs brevetées de la *Ceinture régente*, remplaçant le corset, rappelant aux dames qu'elles sont toujours ruelles de la Chaussée-d'Antin, 27.

Le meilleur des savons pour la toilette est le *Savon de Thridace*, de la maison Violette, qui blanchit et assouplit la peau, et qui est recommandé par les célébrités médicales.

Nous recommandons l'*Eau des Fées* de M^{me} Sarah Félix, dont le succès tient du merveilleux. Entrepôt, rue Richer, 43. J. MABRELAY.

BULLETIN MÉDICAL

MALADIES

POITRINE

Leurs causes, leurs dangers, leur guérison. — Opinion de MM. les professeurs ANDRAL, CHOMEL, CROUVILLIER.

Par la texture compliquée et délicate des principaux organes contenus dans la *cavité thoracique*, par la continuité des mouvements qu'exigent leurs fonctions, par l'importance même de ces fonctions, les *maladies* qui ont leur siège dans cette partie du corps sont des plus graves et des plus fréquentes. Aussi ont-elles de tout temps excité l'attention des médecins et des thérapeutes les plus distingués.

C'est surtout aux extrêmes de la vie, dit le célèbre professeur CROUVILLIER (1), dans la *vieillesse* comme dans l'*enfance*, c'est-à-dire chez les individus qui n'ont pas assez de force pour neutraliser les influences extérieures, qu'on observe ces diverses affections.

(1) Dictionnaire de Médecine et de Chirurgie pratiques.

Elles sont plus fréquentes dans les pays froids, secs, exposés aux vents ou à des variations dans la température, que dans les climats chauds, où l'air est moins sujet à de brusques variations.

Des causes

ACCIDENTELLES OU HEREDITAIRES.

Opinion de M. le docteur CHOMEL, professeur à la Faculté de médecine de Paris.

Les causes qui peuvent déterminer les *maladies de poitrine* sont de deux natures : elles sont *accidentelles* ou *héréditaires*. Parmi les premières, nous citerons surtout dans l'enfance la première infection, une des périodes les plus funestes pour la vie. En effet, lors de la sortie des dents hors des alvéoles, il se déclare souvent chez l'enfant une *toux nerveuse, convulsive*, revenant par quintes, qui dégénère bientôt en une *affection de poitrine*, si on tarde à combattre l'*irritation* et l'*inflammation* générales.

Dans un âge plus avancé, — les excès de tous genres, — le *chant*, — la *déclamation*, — une course rapide à pied ou à cheval dans une direction opposée aux vents, — l'*impression* du froid *sec* ou *humide*, — l'*usage* de *boissons* trop froides, — le *repos* ou le *sommeil* dans un endroit frais ou dans un courant d'air, — l'*usage* de vêtements trop légers ou ne recouvrant pas la poitrine (1), les *transitions* brusques du chaud au froid,

(1) Andral, article *Pneumonie* du Dictionnaire de Médecine et de Chirurgie pratiques, par J.-E. Baillière.

sont autant de causes qui déterminent ces affections si variées, contre lesquelles viendront un jour échouer tous les efforts de la science.

Des moyens proposés

POUR COMBATTRE LES MALADIES DE POITRINE.

Dangers des préparations opiacées; propriétés de l'*hibiscus* esculentus de Linnée.

Pour combattre les *maladies de poitrine* on a tout employé : — le *camphre*, — le *chlore*, — les *vomitifs*, — les *purgatifs*, — les *révulsifs*, — les *narcotiques*, — les préparations antimoniales et une foule de *pectoraux* contenant soit de l'*opium*, soit des *matières animales*. Ces diverses préparations, qui *annihilent* et *sensibilisent*, et dont le praticien ignore presque toujours la formule, sont aujourd'hui rejetées par la majorité des médecins comme *impuissantes* et souvent même *dangereuses*.

Il n'en est pas de même des *fruits de l'hibiscus esculentus* de Linnée, appelé en Orient *Nafé d'Arabie*. L'efficacité de cette substance, son action éminemment *douce* et *calmante*, ont été reconnues et proclamées par tous les *pharmacologistes* les plus célèbres. Aussi depuis longtemps M. Delangrenier, 26, rue Richelieu, frappé des succès obtenus en Orient à l'aide de l'*hibiscus* a-t-il eu l'heureuse idée de composer, avec les *fruits* de cette plante, une *pâte* et un *sirop* qui

contiennent tous les principes pectoraux et antiphtisiques.

Ces préparations, de l'avis des plus célèbres médecins, parmi lesquels nous pouvons citer M^{rs} ALIBERT, BARBIER, BROUSSAIS, CHAUSSIER, GUÉRARD, J. HERBERT, LAMALLE, LARREY, MARJOLIN, MOREAU, PASQUIER, PINEL, ROUS, VETTER, etc., constituent un des moyens thérapeutiques les plus puissants et les plus efficaces contre les affections de *poitrine* en général et en particulier contre la *toux tenace*, les *catarrhes*, l'*asthme*, les *bronchites* (grippe), la *coqueluche*, les *pneumonies*, et dans tous les cas où les *sédatifs* sont indiqués. Lours effets peuvent être comparés aux services que rendent chaque jour dans la pratique médicale le *quinquina*, l'*iodé*, le *camphre*, le *fer*.

Dans leur savant rapport sur les préparations de *Nafé*, MM. Barreau et Colteureau, chimistes de la Faculté de Paris, ont constaté que ces préparations ne contiennent aucune substance *opiacée* et qu'elles ne valent leurs propriétés *pectorales* et *lénitives* qu'au fruit de l'*hibiscus*, qui en forme l'unique base.

Indépendamment de leurs propriétés antiphtisiques, ces préparations, d'une *savueur* fort agréable, possèdent des principes *balsamiques* qui, tout en calmant l'inflammation des *organes pulmonaires*, les fortifient et les rendent plus propres à supporter toutes les intempéries de l'air.

Du mode d'emploi

DES PRÉPARATIONS PRÉCÉDENTES

Bien que le mode d'emploi de ces préparations soit toujours laissé aux soins éclairés du médecin, voici ce que les praticiens prescrivent le plus souvent :

« On prend un *morceau de Pâte de Nafé* toutes les fois qu'on éprouve le besoin de tousser ou d'expectorer; on le laisse fondre lentement dans la bouche, afin que le *mucilage* que cette Pâte renferme se dépose insensiblement sur les parois des membranes *muqueuses* et les *précipite* ainsi de l'influence de la température. »

« Le *Sirop* devra être pris pur le matin, et le soir en se couchant, à la dose d'une cuillerée pour les personnes et d'une cuillerée à café pour les enfants. On pourra le prendre encore dans des *teintures* ou dans du lait. »

Outre l'emploi de ces préparations, M. le professeur CHOMEL (1) conseille aux malades une nourriture *lépétique*, — l'*habitation* à la campagne dans un lieu exposé au sud ou à l'est, — un exercice doux, soit à pied, soit en voiture, — l'*usage* de boissons *mucilagineuses*, telles que les infusions de *violette*, de *mauve*, de *houblon blanc*, de *quatre fleurs*, qu'on édulcore avec le *Sirop de Nafé*.

C'est à l'emploi de ces moyens sagement combinés qu'est due la guérison d'une foule de maladies de poitrine qui avaient été rebelles à l'emploi de tous les agents thérapeutiques.

F. LEVASSEUR, D.-M., Rédacteur en chef du XIX^e siècle.

(1) Article *Pneumonie* du Dictionnaire de Médecine.

VENTES A L'ENCHERE

ADjudication, en deux lots, en l'étude de M^{re} A. JOZON, notaire, à Paris, 53, boulevard St-Martin.

Le mercredi 24 janvier 1872, à une heure. 1^{er} lot. — Etablissement de loueur de voitures, rue de l'Université, 56, et rue de Verneuil, 49. 2^e lot. — Droit au bail d'un local, rue Casimir-Périer, 11 (place Bellechasse). S'adresser audit M^{re} A. Jozon, notaire.

MAISON à Paris, MAZAGRAN, 22. Produit actuel, 17,950 fr. — Mise à prix, 190,000 fr. A vendre, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 6 février 1872. S'adresser à M^{re} E. Bertrand, notaire, rue J.-J. Rousseau, 40.

Etude de M^{re} POISSON, avoué à Paris, rue du Helder, 17.

VENTE au palais de justice à Paris, le mercredi 24 janvier 1872, deux heures, d'une

MAISON à Paris, 40, boulevard Bonne-Nouvelle

Location par bail principal... 10,000 fr.

Mise à prix... 100,000 fr.

S'adresser à M^{re} Poisson, avoué à Paris, rue du Helder, 17, et à M^{re} Masse, avoué à Paris, rue Gaillon, 14.

SUCCESSION de feu M. le baron MICHEL DE TRÉTAIGNE

TABLEAU DES PRINCIPAUX MAITRES

DE L'ÉCOLE MODERNE

composant la collection

de feu M. le baron MICHEL DE TRÉTAIGNE.

VENTE hôtel Drouot, salles n° 8 et 9.

Le lundi 10 février 1872.

M^{re} Charles PILLET, commissaire-priseur.

M. Francis PETIT, expert.

10, r. Grange-Batelière, 7, rue Saint-Georges.

Chez lesquels se trouve le Catalogue.

Expositions : Particulière, le samedi 17 février; Publique, le dimanche 18 février.

COLLECTION REMARQUABLE

BEAUX ÉMAUX CHINOIS de la Chine et du Japon. Brûle-parfums, vases, plats, jardinières. Belles porcelaines anciennes. Bronzes. Laques. Étoffes et tentures.

VENTE hôtel Drouot, salle n° 3, le jeudi 25 janvier 1872, à 1 heure 1/2.

M^{re} CHARLES PILLET, M. Charles MANNHEIM, commissaire-priseur, expert.

10, r. Grange-Batelière, 7, rue Saint-Georges.

Chez lesquels se trouve le catalogue.

Expositions : Particulière, le mardi 23 janvier 1872, de 1 heure à 5 heures 1/2; Publique, le mercredi 24 janvier 1872, de 1 heure à 5 heures 1/2.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

OTTOMANS. — LOMBARDS

RENTES AUTRICHIENNES. — RENTES ESPAGNOLES.

Valours étrangères. — Remboursement immédiat et avec prime des coupons à l'échéance de janvier 1872.

Office du Comptant, 1, rue Saint-Georges.

PAYEMENTS COUPONS échus ou à

sur titres. COMPTOIR DE COUPONS, 15, place du Havre.

LA CAISSE DE PRÊTS SUR TITRES

avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

RENTES ITALIENNES

On peut encore vendre ou échanger les anciens titres et toucher immédiatement le coupon d' janvier, en s'adressant à la Banque des Rentes et Pensions, 5, place de la Bourse.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

LE MONITEUR-FONDS PUBLICS

ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (1^{er} année) Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5 fr. gratis sur demande au directeur; 8, rue N.-St-Augustin.

L'AGENCE INTERNATIONALE de publicité Florence (Italie), reçoit les insertions pour tous les journaux italiens aussi en échange de marchandises. Conditions exceptionnelles. Ecrire (franco).

LIBRAIRIE DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE RUE DE VALOIS-PALAIS-ROYAL, 2

L'ÉCOLE MUTUELLE

COURS D'ÉDUCATION POPULAIRE

1-GRAMMAIRE FRANÇAISE 13-MYTHOLOGIE-RELIGION

2-ARITHMÉTIQUE 14-PHILOSOPHIE-MORALE

3-HISTOIRE NATURELLE 15-BOTANIQUE

4-AGRICULTURE 16-HISTOIRE DE FRANCE

5-COSMOGRAPHIE (1^{er} volume)

6-DROIT USUEL 17-HIST. DE FRANCE (2^e v.)

7-GÉOGRAPHIE GÉNÉRALE 18-INVENTIONS

8-BYENNE ET MÉDECINE 19-GÉOMÉTRIE

9-PHYSIQUE (1^{re} partie) 20-HIST. DU MOTEN AGE

10-PHYSIQUE (2^e partie) 21-HISTOIRE ANCIENNE

11-CHIMIE 22-DICTIONNAIRE (1^{er} vol.)

12-GÉOGRAPHIE (FRANCE) 23-DICTIONNAIRE (2^e vol.)

Le volume broché: 25 cent. — Relié: 40 cent.

Ajouter 15 c. par volume pour recevoir franco

En mandat ou timbres-poste adressés au Directeur rue de Valois-Palais-Royal, 2.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE

RESTAURANT boulevard, bail 15 ans; 107,700 fr. C.A.F. 120,000 fr. Pr. 3,500 fr. Tr. gr. fac. Baudouin, 16, Bd St-Denis, Paris.

SÉRIEUSE Maison de Blanc à céder, r. Montmartre; aff. 75,000 fr.; pr. 10,000 fr. gr. fac. payem. Occ. rare. M. Bernier, r. Turbigo, 4.

Grand BAINS et Lavoir à céder (cause de maladie de l'ancien propriétaire); rapport garanti, 35,000 fr. Bail 15 ans. Prix 60,000 fr. Facilités. M. Lahayes, boulevard Sébastopol, 103.

INDUSTRIE ET COMMERCE

BIÈRE FANTA

EN BOUTEILLE

DEPOT 30, rue de la TERRASSE, 17^e arrondissement

PAR UNE LOCATION payée pendant 12 ou 36 mois, on devient

PROPRIÉTAIRE excellent